



RAPPORT D'ACTIVITÉS

2023-2024





SOMMAIRE

Mot de la présidence	3
Mot de la coordination	4
Historique du CTTAE	5
Notre mission, nos objectifs et nos valeurs	6
Coup d'œil sur l'année en photos	8
Faits saillants 2023-2024	9
L'année en faits et en chiffres	10
Gestion administrative de l'organisme et du personnel	10
Services aux membres et à la population	11
Éducation populaire (Informé, Éduquer, Accompagner)	12
Mobilisation	16
Analyse politique et représentation	17
Notre financement	19
Regroupements et partenaires	20
Plan d'action 2024-25	21
En guise de conclusion	22
Annexe 1 : Sujets des capsules d'information Facebook	24
Annexe 2 : Pétition «Contre les abus de la CNESST»	26
Annexe 3 : Sujets des conférences / Horaire des Café-rencontres	28
Annexe 4 : Liste des abréviations	29
Annexe 5 : Dans la presse en 2023-24	30



MOT DU PRÉSIDENT

Membres et partenaires du CTTAE,
Membres du Conseil d'administration

Bienvenue à notre Assemblée générale 2023-2024.



Depuis plus de 45 ans, le personnel et les dirigeants du Comité se sont dévoués à écouter, renseigner et accompagner les travailleurs et travailleuses accidentés. Encore cette année nous avons fait face aux nombreuses complications causées par les agents CNESST mal organisés en télétravail, les délais de traitement qui s'allongent et toutes les conséquences vécues par nos membres. Nous avons même déposé une pétition au Protecteur du citoyen pour qu'il intervienne auprès de la CNESST tellement la situation est devenue ingérable.

La mise en place de la Loi 27 qui modifie les lois de prévention et de réparation avance à pas de tortue parce que CNESST, Patronat et Syndicats n'arrivent pas à s'entendre sur les règlements, la composition ou le fonctionnement des nouveaux comités et plusieurs autres détails. Ça ne sera probablement pas fini en 2026 comme prévu...

De notre côté, nos projets, à ma grande déception, ont peu avancé aussi à cause de la surcharge de travail dues aux ratées de la CNESST et aux dossiers de plus en plus complexes mais on continue d'avancer !

Pierre Beaudoin, président



MOT DU COORDONNATEUR

A tous nos membres, partenaires,
membres du Conseil et de l'équipe de travail,

2023-24, à l'image des 2 dernières années post-pandémie a été marquée par de très nombreux appels téléphoniques, des dossiers CNESST de plus en plus complexes et le tout sans compter la multiplication des erreurs administratives, des documents perdus, des délais de traitement ou de réponse interminables et les informations erronées des agents de la CNESST surtout en ce qui concerne l'application de la nouvelle Loi 27. Force est d'admettre que malgré le temps qui passe, les employés de la CNESST sont toujours aussi mal organisés qu'aux premiers jours de la pandémie...

Malgré la nomination extraordinaire, selon M. François Legault, de Mme Chantal Rouleau, ministre responsable des organismes communautaires, la presque totalité de nos revendications n'ont absolument rien donné. Le gouvernement de la CAQ fait obstinément la sourde oreille aux préoccupations des travailleuses et travailleurs accidentés tout comme aux besoins accrus de financement de nos organismes. De plus, en avril 2023, le gouvernement a retiré de nos ententes de financement le maigre 1% d'indexation de nos subventions que nous avons négocié en 2019.

Comme M. Beaudoin, je déplore le peu d'avancement dans les dossiers RRQ et santé-mentale qui nous tiennent à cœur mais la charge de travail est tout simplement trop grande pour arriver à tout réaliser. C'est pourquoi nous avons entrepris des changements au sein de l'équipe de travail qui vont se concrétiser au cours de la prochaine année par l'abolition de nos 3 postes à temps partiel pour la création d'un second poste à temps plein, entre autres.

Comme vous pourrez le constater dans les prochaines pages, nous avons malgré tout réussi à accompagner un grand nombre d'accidentés et nous ne ménagerons aucun effort pour continuer dans cette voie.

A handwritten signature in purple ink, reading "Patrick Morin".

Patrick Morin, coordonnateur



HISTORIQUE DU CTTAE

Fondé officiellement le 21 mars 1979 le CTTAE a vu de nombreux changements s'opérer dans le système d'indemnisation des victimes de lésion professionnelle au cours des années. En 2023-24, la mise en place des différents changements prévus à la Loi 27 a connu de nombreuses ratées au détriment des travailleuses et travailleurs accidentés. Bien que cette nouvelle loi devait permettre la mise en place obligatoire de mesures de prévention des accidents pour plus de 94% des travailleuses et travailleurs du Québec, la CNESST n'a pas vraiment prévu de moyens ou d'outils pour faciliter son application, surtout dans les milieux non-syndiqués.

NOS PREMIERS PAS

C'est grâce à une initiative de l'Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie (ACEF-Estrie) qu'est né le CTTAE. À l'époque, l'ACEF-Estrie offrait un service de consultation budgétaire qui se préoccupait des problèmes d'endettement. Constatant le haut taux d'endettement chez les victimes de lésions professionnelles, l'ACEF-Estrie a décidé d'organiser une rencontre d'information sur le sujet. Le 30 janvier 1979, quelques 35 travailleurs et travailleuses répondaient à ce premier appel afin d'échanger sur les différents problèmes qu'ils ou elles vivaient suite à leur accident ou maladie professionnelle. De cette première rencontre, un comité provisoire de six (6) personnes était formé et avait pour mandat de regrouper les accidenté-e-s du travail de la région estrienne.

NOTRE NAISSANCE

Le 21 février 1979, les objectifs généraux de l'organisme sont fixés et une demande d'incorporation à titre d'organisme à but non lucratif est faite. Après quelques rencontres d'informations, l'Assemblée générale de fondation est tenue le 21 mars 1979. Obtention des lettres patentes le 30 mai 1979, Assemblée générale du 20 juin avec l'élection du tout premier Conseil d'administration du CTTAE, notre Comité venait de voir le jour.

NOS DÉBUTS MODESTES

Avec des budgets restreints, variant entre 5 000\$ et 10 000\$ annuellement, le CTTAE a pu compter sur l'implication et le dévouement de ses membres au cours de ses premières années d'existence. Que de défis à l'époque, car la Commission des accidents du travail (CAT), devenue la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) et par la suite la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), se servait couramment du harcèlement et de la menace afin d'intimider les accidentés du travail.

Les premières actions du CTTAE face à la CAT en région ont visé à faire cesser ce climat de terreur, à exiger plus de transparence dans les dossiers des victimes au niveau des politiques internes de la CAT et à faire reconnaître le CTTAE comme un interlocuteur valable, représentant les intérêts des victimes d'accidents et de maladies professionnelles auprès des instances politiques et administratives. Pour réussir, le CTTAE a tenté de sensibiliser l'opinion publique sur ces aspects en organisant, à diverses reprises, des manifestations et des occupations au bureau de la CNESST.



À l'interne, le CTAE qui compte à cette époque une trentaine de membres tente d'établir une vie associative dynamique, de regrouper les victimes d'accidents et de maladies du travail et d'informer les travailleurs et les travailleuses sur leurs droits.

Aujourd'hui, nous comptons un peu moins de 150 membres qui éprouvent des difficultés avec la CNESST ou leurs employeurs qui démontrent à quel point le CTAE est essentiel comme en ont témoigné quelques-uns dans nos capsules vidéo enregistrées dans le cadre de la campagne nationale «Les droits, ça se défend collectivement !».

NOTRE MISSION

«Regrouper les travailleurs et les travailleuses afin de défendre et d'élargir les droits des victimes d'accidents et de maladies liés au travail»

Le CTAE travaille AVEC et POUR les travailleurs et les travailleuses victimes d'accidents et de maladies professionnelles afin de faire reconnaître leur dossier et faire respecter leurs droits. L'information et l'éducation populaire sont nos outils pour agir sur l'appauvrissement des victimes et accomplir une plus grande justice sociale.

NOS OBJECTIFS

- ⊗ Regrouper les travailleurs préoccupés par la santé et la sécurité au travail;
- ⊗ Assurer le respect des droits des travailleurs accidentés par l'ensemble des acteurs du milieu;
- ⊗ Accompagner le travailleur accidenté dans ses démarches en favorisant sa propre prise en charge et son autonomie;
- ⊗ Assurer la réhabilitation sociale et économique des accidentés du travail;
- ⊗ Impliquer les membres dans la lutte collective pour la défense, le respect et l'élargissement des droits des victimes de lésions professionnelles;
- ⊗ Travailler à la conscientisation de ses membres face :
 - aux causes réelles des accidents du travail et des maladies professionnelles;
 - à la responsabilité patronale et gouvernementale en matière de lésions professionnelles;
 - au contrôle exercé par le patronat sur la CNESST et les conséquences qui en découlent pour les victimes de lésions professionnelles;
 - à l'importance de s'unir à l'ensemble du mouvement syndical, féministe et populaire;
- ⊗ Travailler à mettre sur pied un réseau d'information et de défense pour les victimes de lésions professionnelles;
- ⊗ Travailler à développer des appuis actifs aux revendications des victimes de lésions professionnelles au sein de la population.

NOS VALEURS

La **SOLIDARITÉ**, l'**ÉDUCATION POPULAIRE**, la **JUSTICE** et la **DÉMOCRATIE** sont les valeurs qui guident l'action du CTAE et nous permettent d'accomplir notre mission.

NOS OUTILS

Pour arriver à nos fins, accompagner et défendre nos membres, nous comptons sur une gestion administrative efficace de l'organisme, du personnel qualifié pour défendre nos



membres, des activités d'éducation populaire pour sensibiliser la population, des activités de mobilisation sociale pour faire avancer notre cause et assurer la défense des travailleurs et travailleuses accidentés, des activités de représentation auprès des instances concernées et de nos élus et une analyse politique non partisane des lois et règlements afin de faciliter les démarches CNESST et améliorer notre régime de santé et sécurité au travail.



Pour en savoir plus...





COUP D'ŒIL SUR LA DERNIÈRE ANNÉE EN IMAGES ET FAITS SAILLANTS...





- ⚙️ **2 844 heures de services** aux membres et à la population (↑ 3,5%);
- ⚙️ **133 membres** en règle au sein du Comité (↓ 9.5%);
- ⚙️ **1 351 heures d'implication bénévole** (conseil, activités,...) (↓ 7.1%);
- ⚙️ **3 676 appels téléphoniques** à nos bureaux (↓ 1.7%);
- ⚙️ **452 demandes d'informations** via courriel (↑ 5.2%);
- ⚙️ **9 576 personnes rejointes** (↓ 19,1%) avec **56 capsules INFO-Facebook** (↓ 20%) pour une moyenne de personne/capsules de **171 personnes/capsules** (↑ 1,2%);
- ⚙️ **255 dossiers traités** (↓ 4.5%);
- ⚙️ **552 rencontres individuelles** (↑ 2.7%);
- ⚙️ Une année complète de programmation : **1 Pique-nique, 1 Souper de Noël, 7 conférences, 7 Café-rencontres**, notre **Assemblée générale** et **3 activités Grand public** (Journée internationale pour un travail décent, Journée mondiale de Deuil et la Fête internationale des travailleuses et travailleurs);



LA DERNIÈRE ANNÉE, EN FAITS ET EN CHIFFRES...

GESTION ADMINISTRATIVE DE L'ORGANISME ET DU PERSONNEL

En 2023-24, comme il nous arrive souvent de le faire compte tenu de l'avancement de leurs études, nous avons vu notre intervenante Marilie Choquette-Lapointe quitter son poste en décembre 2023, nous lui souhaitons du succès pour la suite de sa carrière. Ce départ a mené à l'embauche de Laurie Boutin en février 2024 qui a su s'intégrer rapidement et reprendre le suivi des dossiers. Aurélie Francoeur est demeurée avec nous malgré le début de ses études et examen à l'École du Barreau, tout comme Nathalie Beaudry qui a assuré une présence à l'accueil et soutenu toute l'équipe.



Marilie C.-Lapointe
Intervenante



Patrick Morin
Coordonnateur



Aurélie Francoeur
Intervenante



Laurie Boutin
Intervenante



Nathalie Beaudry
Commis de bureau

Il nous faut aussi souligner la grande implication bénévole des membres du Conseil d'administration et plus particulièrement de notre président, M. Pierre Beaudoin, qui encore une fois cette année, se sont dévoués corps et âme pour le Comité, pour nos membres et pour soutenir l'équipe de travail. Il ne faut pas minimiser l'implication de plusieurs bénévoles qui ont également contribué au bon fonctionnement du CTTAE en y consacrant 1 351 heures de travail volontaire, une légère baisse de 7,3% comparativement à 2023-24. Nos plus sincères remerciements à M. Beaudoin, aux membres du Conseil et à tous nos bénévoles pour votre contribution indispensable.



Membres du CA de g. à d. : Alain Béland, Yves Deshaies, Pierre Beaudoin, Alain Fortin et Alain Fréchette (absent au moment de la photo, Michel Lescault).



Malgré les ratées des employés de la CNESST, nous avons enregistré une légère baisse du nombre d'appels téléphoniques de 1,6% avec 3 676 appels soit encore plus du double qu'avant la pandémie. Cette année nos bureaux étaient ouverts 4 jours/semaine, du mardi au vendredi. La coordination a disposé d'un peu moins de 35h/semaine (↑9.3%), les intervenantes ont été présentes 28h/semaine de mai à la mi-août et 14h/semaine de la mi-août à avril, moins la période de décembre 2023-janvier 2024 pendant le processus d'embauche pour remplacer Marilie (↓6.8%) alors que notre commis de bureau a été présente 7h/semaine, de septembre à juin en plus d'accomplir des tâches administratives en télétravail (↑14.4%). Au total, nous avons été en mesure d'offrir 2 844 heures de services directs, une hausse de 3,5% sur l'année dernière.

SERVICES AUX MEMBRES ET À LA POPULATION

Nous avons pu offrir une programmation complète cette année pour nos conférences publiques ainsi que pour nos Café-rencontres. Ces deux activités ont connu du succès et une augmentation de l'achalandage au cours de la dernière année. Nous avons tenu un total de 7 conférences avec 78 participants (↑25.8%), 7 café-rencontres (3 de plus qu'en 2022-23) avec 65 participants (↑132.2%) en plus de convier nos membres à nouveau pour le pique-nique de la rentrée avec 26 participants (↑52.9%) et notre traditionnel Souper de Noël avec 26 participants (↑23.8%).

Nos 4 principaux objectifs en tant qu'organisme de défense collective des droits (DCD), sont toujours:

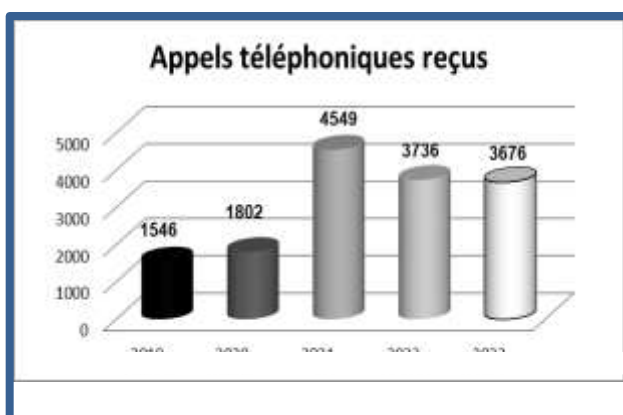
1. Utiliser l'éducation populaire autonome comme outil pour former nos membres et favoriser la prise en charge de leur situation problématique;
2. Mobiliser nos membres et la population autour des enjeux de santé et sécurité au travail;
3. Analyser de façon non partisane les politiques et nos institutions et formuler des propositions pour les modifier ou les améliorer;
4. Représenter nos membres et leurs intérêts auprès de la population et de nos élus afin de faire connaître et défendre leurs droits.



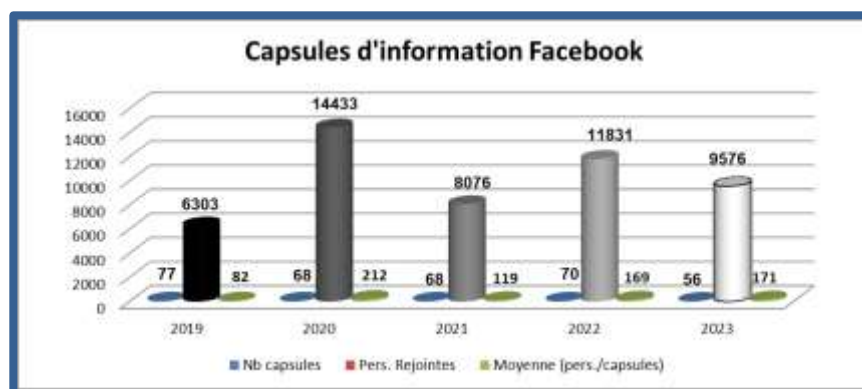
L'éducation populaire est, depuis très longtemps l'un des meilleurs moyens pour outiller nos membres et la population à identifier, comprendre et agir sur les situations problématiques qu'ils/elles vivent au quotidien. Encore plus aujourd'hui, avec les lacunes des employés et dirigeants de la CNESST qui se multiplient, nous sommes convaincus qu'une saine, pleine et entière défense des droits passe par l'information, le soutien et l'accompagnement de nos membres. En plus de permettre aux travailleuses et travailleurs accidentés de reprendre le contrôle de leur situation problématique, l'éducation populaire auprès des membres par les membres, permet de créer une synergie entre eux qui leur permet de se soutenir l'un l'autre. C'est en quoi réside, entre autres, la force et l'importance de nos café-rencontres et qui explique l'engouement de nos membres pour cette activité.



INFORMER



Toujours nombreuses malgré une légère baisse de 1,6%, les demandes d'informations via notre ligne téléphonique (3 667) ou via courriels (452) ont beaucoup monopolisé le travail de l'équipe. Notre nouveau site internet réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Canada et le Fonds de relance économique a aussi permis à la population de nous retrouver plus facilement malgré nos maigres moyens de publiciser nos services.



Au cours de l'année, l'équipe de travail du CTTAE a publié seulement 56 capsules d'informations (↓20%) sur notre page Facebook faute de temps, soit 14 de moins que l'année dernière, elles ont toutefois été suivies par 9 576 personnes (↓19.1%) soit une moyenne de 171 personnes atteintes par capsules comparativement à 169 pers./capsules l'année dernière. Encore cette, année, nous avons abordé plusieurs sujets en lien avec la santé et la sécurité au travail, avons pris soins de mentionner les différents changements apportés par la mise en place de la Loi 27 et avons publié



plusieurs vidéos en lien avec nos revendications financières (liste complète des sujets en annexe 1).

Cette année, en plus de publier quelques lettres ouvertes, communiqués et articles de journaux, nous avons rédigé une pétition à l'intention du Protecteur du citoyen pour laquelle nous avons récolté 310 signatures contre les abus et la désinformation des agents CNESST (texte de la pétition à l'annexe 2). Cette démarche et les échanges qui ont suivi avec le bureau du Protecteur du citoyen a permis de confirmer une intervention auprès de la CNESST et de l'Assemblée nationale ainsi que le soutien direct du Protecteur du citoyen dans les dossiers soumis à la Direction de la révision administrative concernant la production «obligatoire» de soumissions.

Nous avons également cosigné plusieurs déclarations publiques en lien avec la Loi 27, les ratées et abus de la CNESST, la justice climatique et sociale, les conditions de travail indécentes et les abus des employeurs ainsi que l'absence de rehaussement et d'indexation de nos subventions.

ÉDQUER

Comme nous l'avons déjà souligné, nous avons pu offrir une première programmation annuelle complète au cours de la dernière année. Nous avons pu compter cette année sur le soutien du nouvel hebdomadaire Sherbrooke Info pour publiciser nos conférences publiques. Nos 7 conférences publiques (78 participant.e.s) ont traité de sujets variés :

- ⚙️ Loi 27, les derniers changements
- ⚙️ Les abus du droit de gérance
- ⚙️ Les aides techniques
- ⚙️ Le harcèlement au travail
- ⚙️ CNESST et impôts
- ⚙️ Médecin de famille vs. experts
- ⚙️ Les articulations qui font mal

Nos 7 Café-rencontres ont permis aux 65 participants d'échanger sur leur expériences et déboires avec la CNESST ou leur employeurs, de discuter librement de différents sujets qui les préoccupaient ou encore de partager trucs, ressources et conseils entre eux. Encore une fois, tant pour nos conférences que pour nos Café-rencontres, le choix des sujets ou le thème des discussions ont été inspirés par les préoccupations des travailleuses et travailleurs dans le suivi de leurs dossiers CNESST.



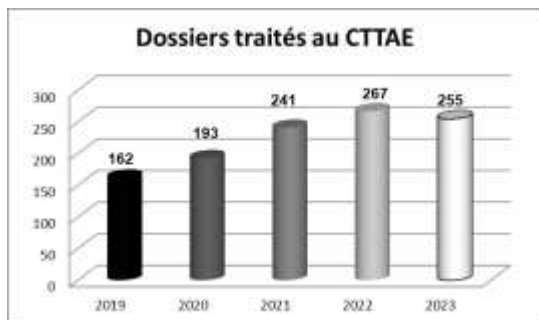
En début d'année, nous avons continué, côté éducation populaire, à offrir des formations aux organismes de la région, concernant les «NOUVELLES MESURES DE PRÉVENTION» et les «PLAN D'ACTION DE GESTION DU RISQUE» prévues à la Loi 27. Au total, en 2022-2023-2024, nous avons donné 8 formations (135 participants) à Coaticook, Sherbrooke et Granby.



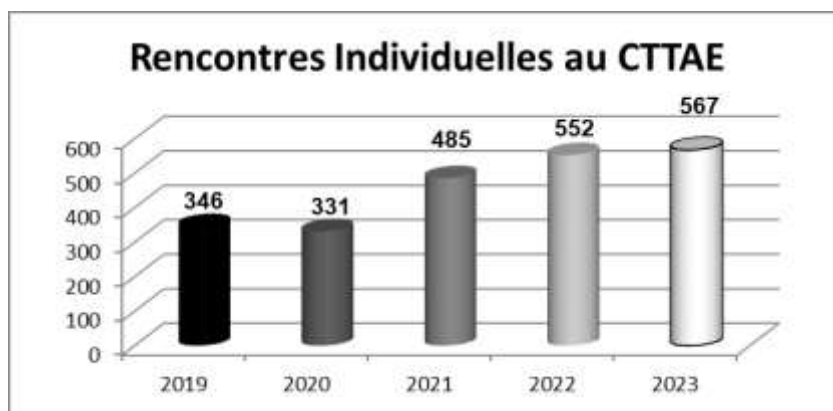
ACCOMPAGNER

Au 31 mars 2024, 133 travailleuses et travailleurs étaient membres en règle au CTAE, une légère baisse de 9.5%. Toutefois, cette année, en raison de l'inflation et des délais de traitements des dossiers CNESST, entre autres, un plus grand nombre de travailleuses et travailleurs accidentés ont obtenu nos services sans avoir pu s'acquitter, en tout ou en partie, de leur frais de cotisation, plusieurs devant attendre leurs premiers versements de la CNESST et/ou une décision favorable du Tribunal administratif du travail afin de pouvoir remplir cette obligation.

De plus, au 31 mars 2024, le Comité comptait 18 membres à vie et 11 membres qui ont bénéficié gratuitement de l'ensemble de nos services après entente avec le CTAE compte tenu de leur situation financière encore plus précaire. Il ne faut pas oublier aussi que pour le CTAE, l'Estrie s'étend de Gatineau à Trois-Rivières et de St-Jean-sur-Richelieu à Lac-Mégantic puisqu'il ne reste plus que 6 autres organisations qui, comme le CTAE, accompagnent et défendent les droits des travailleuses et travailleurs accidentés pour l'ensemble de la province.



Malheureusement, le télétravail du personnel de la CNESST provoque encore de nombreuses erreurs de traitement ou des pertes de documents qui entraînent à leur tour des délais interminables pour les victimes en attente d'une décision dans leur dossier. Qui plus est, compte tenu des retards dans l'application ou la mise en place de la Loi 27, il y a encore plus de confusion entre les nouveaux articles en vigueur et les anciens qui sont caduques.

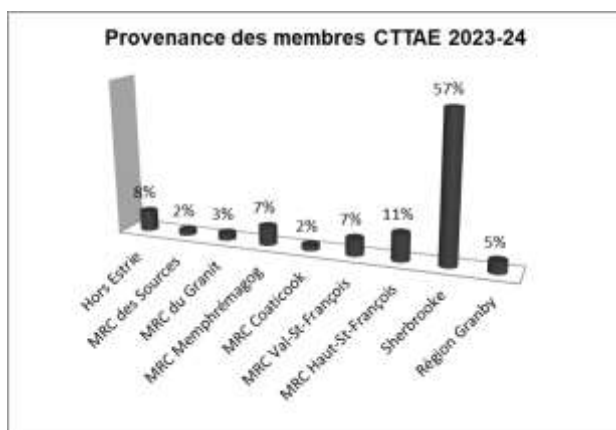
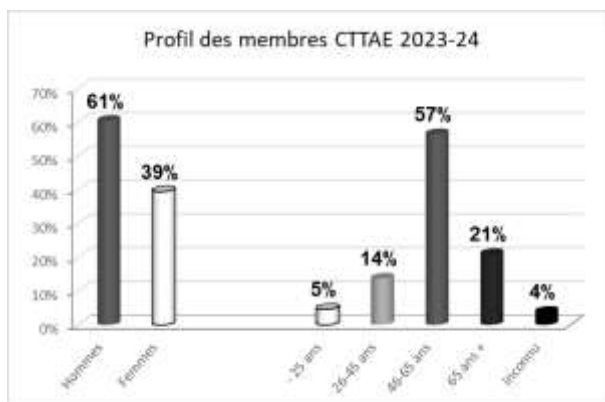


Au cours de la dernière année, l'équipe du CTAE a tenu pas moins de 567 rencontres individuelles en présentiel ainsi qu'une douzaine de rencontres virtuelles ce qui représente une hausse de 2.7% comparativement à 2022-23. Nous avons d'ailleurs traité 255 dossiers, une légère baisse de 4.5% et ce sans hausse significative de notre financement et le retrait de notre maigre indexation annuelle de 1% négociée en 2019...



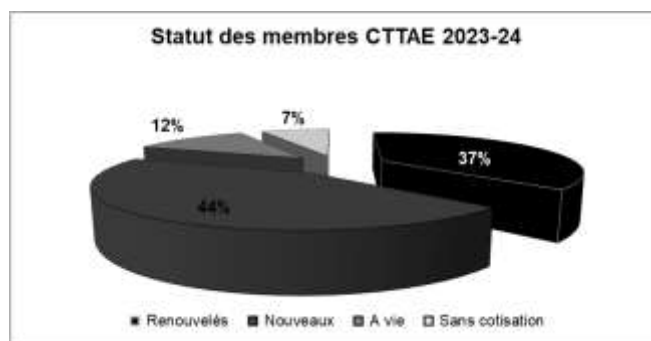
Si on compare le profil de nos membres, on constate une diminution significative du nombre de femmes à 39% comparativement à 46.9% en 2022-23 et en contrepartie, bien entendu, une hausse pour les hommes à 61% (53.1% en 2022-23). On peut aussi remarquer que la répartition de nos membres selon l'âge est pratiquement identique à celle de l'année dernière.

- **de 25 ans, 2%** au lieu de 5%;
- **26-45 ans, 18%** au lieu de 14%;
- **46-65 ans, 59%** au lieu de 57%;
- **+ de 65 ans, 20%** au lieu de 21%.



On observe la même «stabilité» en ce qui concerne le lieu de résidence de nos membres avec des variations mineures allant de 0 à 4%. Encore cette année, près de 3 membres sur 5 (57% vs 58% en 2022-23) habitent la grande région de Sherbrooke, alors que 35% (34% en 2022-23) sont issus des autres MRC de l'Estrie et 8%, comme l'année dernière, habitent ailleurs au Québec.

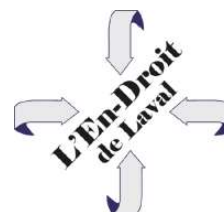
Parmi nos membres, nous comptons, 44% de nouveaux venus (↑10%) alors que 37% (↓10%) ont renouvelé leur membership de l'année dernière. Le nombre de « Membre à vie » est demeuré stable. Ce statut s'acquiert via une cotisation spéciale fixée par le CA et offerte au CTAE dans le but de soutenir la réalisation de sa mission. Pour ce qui est des membres «sans cotisation», leur nombre a connu une légère hausse cette année. Ces membres ont reçu nos services alors que leur situation financière, découlant de leurs démarches avec la CNESST, ne leur permettait pas de déboursier la cotisation annuelle de base. Il est évident pour les administrateurs et les membres du personnel que le CTAE doit soutenir l'ensemble des travailleuses et travailleurs qui font appel à ses services.





Comme par le passé, nous avons continué d'offrir nos espaces de réunion à nos membres et partenaires tout au long de l'année.

- ⊗ Notre 3^e bureau/mini salle a été utilisé à 15 reprises (rencontres individuelles avec avocat ou travailleur social ou rencontres virtuelles, une demande en hausse de 25%. Cette année aucun de nos membres n'a eu recours à cet espace sur une base régulière comme ce fut le cas l'année dernière;
- ⊗ Pour ce qui est de notre salle de réunion, elle a été utilisée à 23 reprises en hausse de 21%. La facilité d'accès, la disponibilité du stationnement et le matériel accessible expliquent cette popularité grandissante tant auprès de nos comités et partenaires (Vigile en santé et sécurité au travail, Caucus DCD Estrie, TACAE,...) que d'associations extérieures (Retraités de l'enseignement, Retraités de la fonction publique fédérale,...).
- ⊗ Nous avons continué à superviser des tests de connexion internet pour la préparation d'audience virtuelle au Tribunal administratif du travail;
- ⊗ Nous avons maintenu quelques interventions à domicile pour 4 membres (↓ 33%) incapables de se déplacer en raison de leur état de santé ou encore faute d'avoir accès à un moyen de transport adéquat.
- ⊗ Nous avons tenté de poursuivre notre projet-pilote en Santé mentale en collaboration avec l'organisme En-Droit de Laval. Cependant, la surcharge de travail des 2 équipes de travail n'a permis que 2 ou 3 rencontres et peu de développement dans ce projet.



MOBILISER

Notre principale raison d'être est «la défense collective des droits». A travers nos accompagnements individuels, avec nos membres et partenaires, nous dégageons des constats généraux pour lesquels nous travaillons à sensibiliser et à mobiliser nos membres et la population. Nous sommes convaincus que la «force du nombre» est LE moyen de se faire entendre auprès de nos élus par conséquent, la mobilisation est un moyen indispensable pour faire valoir nos revendications et celles des travailleuses et travailleurs accidentés. Le manque flagrant de volonté politique, peu importe le parti au pouvoir, est et demeure notre plus important obstacle pour pouvoir véritablement améliorer notre régime de santé et sécurité au travail. Ce n'est qu'en conjuguant nos efforts à ceux de nos membres et de Monsieur-Madame-Tout-le-monde que nous arriverons à améliorer ou à tout le moins à maintenir notre filet social.



Par conséquent, comme par le passé, nous avons organisé/participé à plusieurs conférences, points de presse, activités Grand public, manifestations et campagnes auxquelles nous avons invité, encouragé et accompagné nos membres et leur entourage à y prendre part activement.



Avril 2023, nous avons contribué au comité organisateur et participé à la manifestation et la grande fête familiale du Jour de la Terre.



Mai 2023, nous avons participé à la conférence SPE sur les droits des travailleurs migrants et le forum sur les changements du marché du travail en présentant les modifications en cours au régime de santé et sécurité au travail (Loi 27).



Nous avons également invité nos membres et la population à participer aux soirées festives du 1^{er} mai marquant la Fête internationale des travailleurs.

Octobre 2023, nous avons rédigé, publié et diffusé avec la Vigile en santé et sécurité au travail de l'Estrie un communiqué dénonçant l'INDÉCENCE du gouvernement de la CAQ, des députés caquistes, du ministre Jean Boulet, des dirigeants et agents de la CNESST et de leurs médecins désignés qui, avec la Loi 27, se sont acharnés à compliquer un processus déjà complexe et à couper drastiquement dans les soins et traitements offerts aux accidentés du travail.



Décembre 2023, avec le Caucus DCD Estrie, nous avons tenu une vigile aux abords du



Palais de justice de Sherbrooke afin de souligner le 75^e anniversaire de la Déclaration des droits de l'Homme. Nous avons profité de l'occasion pour décrier tous les secteurs dans lesquels les droits et libertés des québécoises et québécois sont encore ou ont été bafoués au cours des dernières années.



Mars 2024, Nous avons pris part à l'écoute collective du Budget Québec 2024 dans les locaux du Conseil régional Estrie CSN et nous avons commenté les annonces du ministre Éric Girard à la lumière des préoccupations et des enjeux des travailleuses et travailleurs accidentés.



REPRÉSENTER

Sur le plan des représentations politiques, nous avons maintenu nos interventions auprès du ministre du travail, Jean Boulet, à qui on peut attribuer, en partie, les ratées de la CNESST tant pour ce qui a trait à la mise en place de la Loi 27 que la décision de poursuivre le télétravail des agents et fermer les bureaux régionaux dont celui de Sherbrooke.



Nous avons rencontré et intervenu à quelques reprises auprès de la ministre Chantal Rouleau, répondante gouvernementale pour l'Action communautaire tout particulièrement pour nos revendications pour la hausse de notre financement mais surtout pour le maintien et le rehaussement de l'indexation de nos subventions. Dans un cas comme dans l'autre nous avons obtenu très peu de résultats, nos ministres faisant la sourde oreille à nos revendications.

Nous avons aussi maintenu nos canaux de communication avec l'ensemble des députés de la région bien qu'ici aussi, exception faite du bureau de Mme Christine Labrie, députée de Sherbrooke, la réponse de prédilection des députés de la CAQ se résume à des accusés réception automatiques et à des références au bureau du ministre responsable de l'Estrie, M. François Bonnardel. Nous avons aussi échangé des courriels, lettres et documents avec les différents chefs de parti (François Legault-CAQ, Marc Tanguay-Libéral, Gabriel Nadeau-Dubois-QS, Paul-St-Pierre-Plamondon-PQ et Éric Duhaime-PC).

Comme nous l'avions prévu l'année dernière, la désorganisation, la désinformation et les cafouillages de la CNESST dans le traitement des dossiers des victimes de lésions professionnelles nous a amené à intervenir un nombre incalculable de fois pour émettre des rappels de décision, des demandes de réévaluation, à retourner jusqu'à 4 ou 5 reprises les mêmes documents...



Nous sommes aussi intervenu trop souvent en raison de l'exigence de la CNESST envers les accidentés de devoir fournir des soumissions pour rembourser certains travaux déjà approuvés depuis plusieurs années et surtout le fait que les agents mentionnent aux accidentés qu'il s'agit d'une mesure de la loi alors qu'il n'en n'est rien; il s'agit en fait d'une politique interne de la CNESST.



Nous sommes tout à fait d'accord avec cette politique en cas de nouvelles demandes ou encore de modifications à des demandes déjà acceptées. Cependant nous considérons, comme plusieurs juges du Tribunal administratif du travail qu'il s'agit d'une exigence insensée pour des dépenses déjà approuvées et remboursées depuis 2, 5 ou même 10 ans. Sur ce point, nous



PROTECTEUR
DU CITOYEN

sommes intervenu si souvent que nous ne pouvions passer sous silence cette pratique mensongère d'où la pétition soumise au Protecteur du citoyen mentionnée précédemment.

Au niveau provincial, au sein de notre regroupement le RODCD, 2 administrateurs et la coordination ont participé au 1^{er} congrès triennal du 10 au 12 octobre 2023 alors que le mouvement DCD devait mettre à jour ses revendications et les grandes orientations du RODCD.

NOTRE FINANCEMENT



La majeure partie du budget annuel du CTAE provient du Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales du Québec (SACAIS). Au cours de la dernière année, nous avons signé une nouvelle entente pour 2023-2027. Entente qui inclut les maigres sommes supplémentaires prévues dans le Plan d'action

gouvernemental pour l'action communautaire (PAGAC), seul rehaussement prévu, pour l'instant pour la durée de l'entente.

Notre crainte au printemps 2023 de perdre l'indexation annuelle de notre subvention de 1% obtenue en 2019 s'est malheureusement concrétisée. La définition et la mise en place d'un processus permanent d'indexation est rapidement devenu la priorité financière de l'ensemble des organismes de défense des droits.



Nos autres sources de financement habituelles, les cotisations de nos membres et les dons de notre campagne de financement totalisent cette année un montant de 9 590\$, une légère baisse de 9%.

Toutefois, nous avons reçu une somme non récurrente de 21 800\$ dans le cadre du programme de Relance économique pour le communautaire du gouvernement du Canada qui nous a permis de :



- moderniser et compléter nos équipements informatiques;
- nous procurer du matériel de visibilité et de représentation :
 - drapeaux de rue;
 - kiosques (roll-up);
 - abri extérieur;
 - dépliant;
 - nouveau site internet.

Des ajouts non négligeables pour le maintien et l'amélioration de nos services et la reconnaissance du Comité que nous n'aurions pu obtenir sans cette contribution.



NOS REGROUPEMENTS ET PARTENAIRES

Nous avons tenté de maintenir notre implication dans l'organisation des différentes activités de nos partenaires et des regroupements dont nous sommes membres. Malheureusement, compte tenu de la charge de travail accrue, nous avons été contraints à réduire certains engagements mais nous espérons pouvoir rétablir notre collaboration au cours de la prochaine année.

Le CTTAE est impliqué auprès :

- du **CAUCUS** des organismes de défense collective des droits de l'Estrie qui regroupe une dizaine d'organismes DCD de la région et qui organise différentes activités de revendication;
- de la Table ronde des organismes voués à l'éducation populaire de l'Estrie (**TROVEPE**) qui compte 17 organismes membres;
- de Solidarité populaire Estrie (**SPE**), une coalition d'organisations syndicales, d'organismes communautaires et d'associations étudiantes (32 organismes-membres) qui visent à établir une plus grande justice sociale.



Le CTTAE a poursuivi son mandat de représentation de l'Estrie et des organismes de base au sein du Comité de coordination (Co.co.) du RODCD. Notre coordonnateur a été renommé secrétaire du Co.co. mais a délaissé les autres comités faute de temps.



Encore cette année nous avons pu compter sur la précieuse collaboration de :

	L'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux
	La Centrale des syndicats démocratiques
	Le Conseil central des syndicats nationaux de l'Estrie
	La Centrale des syndicats du Québec
	La Coopérative funéraire de l'Estrie
	La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec - Conseil régional Estrie
	Le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec
	Actions Interculturelles de Développement et d'Éducation (AIDE)

Avec l'arrivée d'Actions interculturelles, nouveau membre au sein de la Vigile en santé et sécurité au travail de l'Estrie, il nous a été possible d'organiser notre 3e Cortège funèbre avec un peu moins de 40 voitures (62 participants) afin de rendre hommage aux travailleuses et travailleurs décédés des suites d'un accident ou d'une maladie professionnelle le 28 avril 2023. Nous avons profité de cette journée internationale pour rendre hommage aux estriennes et estriens décédés en raison de leur travail sur le site du Monument 28 avril inauguré l'année dernière. Nous avons également profité de l'occasion pour mettre en lumière et dénoncer les nouvelles exclusions prévues à la Loi pour les Premiers répondants.

Nos plus sincères remerciements à tous nos partenaires et tout particulièrement à la Coopérative funéraire de l'Estrie pour son soutien des plus apprécié et indispensable à la réalisation de notre mission et de nos services auprès de la population estrienne et des trop nombreuses victimes de lésions professionnelles.





NOTRE PLAN D'ACTION 2024-2025

Le Conseil d'administration et l'équipe de travail proposent pour adoption lors de l'Assemblée générale ce Plan d'action pour 2024-25 :

1) VOLET - **GESTION ET VIE ASSOCIATIVE** :

- a. Maintenir et assurer la saine gestion et le bon fonctionnement du CTTAE ;
- b. **Mettre en plan la réorganisation interne de l'équipe de travail (abolition 3 postes temps partiel et création d'un 2^e poste temps plein) ;**
- c. **Réviser nos modes de fonctionnement et l'horaire des services;**
- d. Maintenir les démarches pour le rehaussement du financement et l'indexation de notre subvention;
- e. Hausser et diversifier le financement du milieu et autres programmes et subventions.

2) VOLET – **INFORMER & ÉDUIQUER** :

- a. **Améliorer la diffusion d'information via les médias et auprès des professionnels de la santé ;**
- b. Maintenir la rédaction des documents d'information préparés par le CTTAE dans un langage simple et facile à comprendre ;
- c. **Bonifier l'offre de formations/ateliers pouvant être offertes à l'externe (autres organismes, institutions, jeunes travailleur.euse.s, etc) ;**
- d. Maintenir et bonifier les activités publiques d'information.

3) VOLET - **ACCOMPAGNER** :

- a. Améliorer les services d'accompagnement direct auprès des membres;
- b. Encourager les victimes dans leurs démarches et offrir plus de soutien moral ;
- c. **Bonifier l'offre et le contenu des café-rencontres.**

4) VOLET - **MOBILISATION** :

- a. Améliorer les activités sociales pour les membres (café, 5 à 7,...) afin de créer un plus grand sentiment d'appartenance;
- b. Améliorer la publicité pour les services et activités du CTTAE ;
- c. **Accentuer la participation populaire aux activités Grand public du 7 octobre, 10 décembre, 28 avril et 1^{er} mai.**

5) VOLET - **REPRÉSENTATION** :

- a. Continuer les interventions auprès des élus;
- b. Poursuivre le suivi de la mise en place et le processus d'évaluation de la loi 27 ;
- c. **Poursuivre ou reprendre notre engagement régional auprès de nos partenaires Caucus DCD Estrie, Solidarité populaire Estrie (SPE) et Table ronde des organismes voués à l'éducation populaire de l'Estrie (TROVEPE);**
- d. **Poursuivre et accentuer notre engagement national auprès du RODCD.**



EN GUISE DE CONCLUSION...

2023-24 aura été, comme les dernières années, rempli d'obstacles et de défis que nous avons heureusement réussi à surmonter en unissant nos efforts et nos énergies. Des administrateurs bénévoles dévoués, une équipe de travail expérimentée et des membres de plus en plus impliqués, voilà les atouts qui nous ont soutenu et qui nous permettront de faire face à ce qui nous attend.

Fermeture définitive des bureaux CNESST, désorganisation, désinformation et ratées de la CNESST et de la Loi 27, abus des employeurs envers leurs employés et tout particulièrement envers les travailleuses et travailleurs migrants temporaires... Les défis demeurent majeurs et annoncent malheureusement une précarité et une incertitude encore plus grande pour les accidentés mais le CTAE sera prêt avec une nouvelle dynamique interne et une détermination encore plus grande pour défendre les droits collectifs des estriennes et estriens et contenir l'effritement de notre filet social.





ANNEXE 1

SUJETS DES CAPSULES FACEBOOK

<i>Notre page Facebook.com/CTTAE2015</i>			
<i>Date</i>	<i>Sujets</i>	<i>Portée</i>	<i>Catégorie</i>
11 avril 2023	Conférence «CNESST et impôts»	135	Savoir
14 avril 2023	Jour de deuil	140	Invitation
17 avril 2023	Semaine de l'action bénévole	65	Invitation
28 avril 2023	Jour de deuil	84	Invitation
28 avril 2023	Conférence «Les aides techniques»	78	Invitation
17 mai 2023	Café-rencontre CTTAE	98	Invitation
17 mai 2023	Jour de deuil - Bilan 2023	173	Savoir
31 mai 2023	Assemblée générale du CTTAE	45	Invitation
6 juin 2023	CNESST exige 2 soumissions	163	Savoir
14 juin 2023	Bilan annuel suivi de l'AGA	68	Incroyable
27 juin 2023	Indexation de vos indemnités CNESST	96	Savoir
29 juin 2023	Violence au travail et indemnisation	78	Savoir
29 juin 2023	Déportation d'une travailleuse migrante (article)	71	Pensez-y
4 juillet 2023	Crise du logement en Estrie (article)	65	Pensez-y
27 juillet 2023	Décès de Ti-Lou -notre zoo thérapeute	284	Savoir
18 août 2023	Clin-d'œil musical - La plainte des ouvriers	39	Rire
23 août 2023	Pétition «Abus de la CNESST» - Lancement	181	Invitation
6 sept. 2023	Pique-nique de la rentrée	103	Invitation
18 sept. 2023	Café-rencontre CTTAE	61	Invitation
18 sept. 2023	Témoignage vidéo #1-campagne indexation	194	Savoir
19 sept. 2023	Témoignage vidéo #2-campagne indexation	111	Savoir
20 sept. 2023	Témoignage vidéo #3-campagne indexation	131	Savoir
20 sept. 2023	Manifestation Montréal campagne indexation	54	Savoir
21 sept. 2023	Témoignage vidéo #4-campagne indexation	85	Savoir
22 sept. 2023	Témoignage vidéo #5-campagne indexation	171	Savoir
26 sept. 2023	Café-rencontre CTTAE	87	Invitation
28 sept. 2023	Report de la conférence du 11 octobre	52	Savoir
4 octobre 2023	La CAQ dérape (article)	57	Savoir
5 octobre 2023	Recul démocratique (article)	60	Savoir
5 octobre 2023	Journée mondiale pour un travail décent	133	Savoir
10 octobre 2023	Info-Changements à l'horaire normal	46	Pensez-y
11 octobre 2023	Café-rencontre CTTAE	41	Invitation
1 nov. 2023	Conférence «Abus du droit de gérance»	68	Invitation



<i>Date</i>	<i>Sujets</i>	<i>Portée</i>	<i>Catégorie</i>
8 nov. 2023	Café-rencontre CTTAE	54	Invitation
22 nov. 2023	Appui au Front commun syndical	63	Invitation
23 nov. 2023	Souper de Noël	140	Invitation
28 nov. 2023	Abus du droit de gérance-vidéo 1 de 2	77	Savoir
28 nov. 2023	Rappel pétition contre les abus de la CNESST	25	Invitation
13 déc. 2023	Info-problèmes téléphoniques	128	Savoir
13 déc. 2023	Abus du droit de gérance-vidéo 2 de 2	139	Savoir
15 déc. 2023	Vœux de Noël	147	Savoir
15 déc. 2023	Nouveau site internet - lancement	70	Invitation
18 déc. 2023	Travailleurs migrants -Abus de BRP (article)	53	Savoir
20 déc. 2023	Droits et responsabilités employeurs-employés	121	Pensez-y
12 janvier 2024	Conférence «Les articulations qui font mal»	123	Invitation
19 janvier 2024	Café-rencontre CTTAE	74	Invitation
2 février 2024	Conférence «Médecin de famille vs. expert»	104	Invitation
13 février 2024	Qui est couvert par la CNESST ?	116	Savoir
14 février 2024	Importance du médecin de famille	196	Savoir
15 février 2024	Café-rencontre CTTAE	64	Invitation
5 mars 2024	Conférence «Prouver le harcèlement au travail»	151	Invitation
14 mars 2024	Un autre budget...une autre déception!	71	Savoir
15 mars 2024	Frais remboursables CNESST - maximum 2024	147	Savoir
20 mars 2024	Critères de l'emploi convenable	193	Savoir
22 mars 2024	Café-rencontre CTTAE	78	Invitation
22 mars 2024	Conférence «Remboursements de la CNESST»	126	Invitation
29 mars 2024	Jour de Deuil 2024 -Cortège et cérémonie	213	Invitation
56 capsules – portée totale :		9 576	



ANNEXE 2

PÉTITION 202 CONTRE LES ABUS DE LA CNESST

Sherbrooke Décembre 2023,

Protecteur du citoyen
800, place D'Youville, 19e étage
Québec (Québec) G1R 3P4
1 866 902-7130

Objet : Dénoncer la désinformation systématique de la CNESST

Bonjour,

Par la présente, nous soussignés, accidentés du travail, bénéficiaires actuels ou passés de la CNESST, membres de leur famille ou de leur entourage, citoyennes et citoyens concernés, désirons vous mettre au fait et dénoncer des comportements et des attitudes indécents, incompréhensibles et intolérables de la Haute direction et de nombreux agents de la CNESST.

Depuis de nombreuses années et particulièrement depuis l'automne dernier avec la mise en place de certaines mesures de la nouvelle Loi 27 modernisant le régime de santé et sécurité au travail, les agents de la CNESST transmettent des informations erronées et parfois mensongères aux travailleuses et travailleurs accidentés. Ces agissements sont parfois involontaires mais malheureusement, certains sont réfléchis et délibérés et parfois même issus de Directives administratives provenant de la Haute Direction de la CNESST.

A titre d'exemple, certains agents exigent des bénéficiaires de fournir 2 soumissions avant l'obtention du remboursement des frais d'entretien courant auxquels ils/elles ont droit. Cette notion de 2 soumissions fait partie de la Politique [interne] 4.13 Les travaux d'entretien courant du domicile (article 4) de la CNESST. Nous sommes tout à fait d'accord avec ce principe et nous ne le remettons pas en question lors d'une nouvelle réclamation.

Dans cette même politique à l'article 7, il est mentionné qu'il est nécessaire de produire 2 soumissions en cas de réévaluation d'un dossier en présence de changements (état de santé du bénéficiaire, nature des services, déménagement, changement de fournisseur, etc.). Encore une fois, nous sommes tout à fait d'accord avec ce principe.

CEPENDANT, plusieurs agents, mentionnent que l'exigence de 2 soumissions est partie intégrante de la Loi et en l'absence des soumissions refusent d'effectuer le remboursement des frais. De plus, en toute connaissance de cause, plusieurs agents invoquent l'article 4 de la Politique mais sans tenir compte des critères de réévaluation de l'article 7 et exigent des soumissions alors qu'il n'y a aucun changement et que le remboursement de ces frais a déjà été approuvé et payé à maintes reprises par le passé. Ici aussi, la CNESST refuse le remboursement en l'absence des soumissions...

NOUS REPROCHONS AUX AGENTS ET À LA HAUTE DIRECTION DE LA CNESST :

1. de communiquer sciemment de l'information incomplète et/ou fausse aux bénéficiaires les induisant en erreur et les privant de services, d'indemnités et de remboursements auxquels ils/elles ont droit;



2. d'induire en erreur les bénéficiaires en appliquant d'anciens articles de la Loi qui ont été modifiés et/ou en appliquant de nouveaux articles qui ne sont pas encore en application,
3. de part cette désinformation, causer des torts et préjudices aux bénéficiaires en prolongeant de plusieurs semaines voir de plusieurs mois les délais dans le traitement de leur dossier ou de leur remboursement ce qui peut entraîner de multiples conséquences financières et psychologiques dont, entre autres pour l'exemple concernant les frais d'entretien courant :
 - a. perte de revenus,
 - b. perte de confiance du fournisseur lésé et d'autres fournisseurs envers le bénéficiaire;
 - c. stress financier familial,
 - d. stress psychologique (anxiété, dépression,...)
 - e. perte de sommeil, problèmes d'humeur, disputes familiale,
 - f. sans compter toutes les conséquences néfastes sur la guérison des accidentés.

PLUS SPÉCIFIQUEMENT, NOUS REPROCHONS AUX AGENTS DE LA CNESST :

1. de mal informer les bénéficiaires sur l'application de la nouvelle loi;
2. d'affirmer aux bénéficiaires que l'exigence des soumissions est partie intégrante de la Loi. Cette affirmation est FAUSSE ET MENSONGÈRE car elle relève seulement d'une politique interne, comme l'a confirmé à plusieurs reprises le Tribunal administratif du travail lors de contestations d'un tel refus de la CNESST (voir jurisprudences);
3. d'analyser les demandes de remboursement et de prendre des décisions sans tenir compte de l'intégralité de sa propre politique interne en appliquant l'article 4 mais en ignorant systématiquement et volontairement l'article 7.

Le Comité des travailleurs et travailleuses accidentés de l'Estrie (CTTAE) qui appui et soutien les victimes de lésions professionnelles aux prises avec des difficultés envers la CNESST a réalisé de nombreuses interventions, rappels à l'ordre et/ou contestations dans le cadre de dossiers de ce genre et malgré tout le problème persiste et se répète plusieurs fois par semaine sans que ces interventions ni même les décisions du Tribunal administratif du travail ne soient prises en considération par la CNESST. Clairement, ni les agents, ni la Haute Direction de la CNESST ne cherchent à corriger la situation.

C'est pourquoi, nous demandons au Protecteur du citoyen d'entreprendre les procédures nécessaires contre la CNESST, la Haute Direction et ses agents, afin que cesse cette PRATIQUE DÉLOYALE ET MENSONGÈRE qui brime les droits et entraîne de nombreuses conséquences dans le quotidien des travailleuses et travailleurs accidentés.

Bien à vous,



ANNEXE 3

**LISTE DES SUJETS DES « RENCONTRES DU MARDIS »
(conférences publiques)**

<i>Date</i>	<i>Sujets</i>
11 avril 2023	CNESST et vos impôts
9 mai 2023	Les aides techniques
10 octobre 2023	Derniers changements Loi 27
7 novembre 2023	Abus du droit de gérance et Plainte en 32
16 janvier 2024	Ces articulations qui font mal
13 février 2024	Médecins de famille vs. Médecins-experts
12 mars 2024	Comment prouver le harcèlement au travail
7 conférences	78 participant.e.s

NOS « CAFÉ-RENCONTRES »

<i>Date</i>	<i>Objectif</i>
23 mai 2023	Rencontres entre accidentés pour discuter, échanger, se vider le cœur et faire le point sur leur situation. Soutien, encouragements, trucs et conseils pour s'en sortir avec la CNESST.
26 septembre 2023	
24 octobre 2023	
21 novembre 2023	
30 janvier 2024	
27 février 2024	
26 mars 2024	
7 rencontres	65 participant.e.s



ANNEXE 4

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ACA	Action communautaire autonome
AGA / AGE	Assemblée générale annuelle / extraordinaire
CA	Conseil d'administration
CE	Comité exécutif
CDC	Corporation de développement communautaire
CTTAE	Comité des travailleurs et travailleuses accidentés de l'Estrie
DCD	Défense collective des droits
FAACA	Fond d'aide pour l'action communautaire autonome (<i>fond d'où vient l'argent de notre subvention</i>)
LATMP	Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
LMRSST	Loi modernisant le régime de santé et sécurité au travail (Loi 27)
LSST	Loi sur la santé et la sécurité au travail
MEPAQ	Mouvement éducation populaire autonome du Québec
MESS	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
OBNL/OSBL	Organisme à but non lucratif / Organisme sans but lucratif
ODJ	Ordre du jour
PV	Procès-verbal
ROC	Regroupement des organismes communautaires de l'Estrie
RODCD	Regroupement des organismes en défense collective des droits
RQ-ACA	Regroupement québécois de l'action communautaire autonome
SACAI	Secrétariat à l'action communautaire et aux initiatives sociales
SPE	Solidarité populaire Estrie
TACAE	Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie
TROVEPE	Table ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Estrie
VSST	Vigile en santé et sécurité au travail de l'Estrie



ANNEXE 5

DANS LA PRESSE ET LES MÉDIAS





Budget Girard : déception dans le milieu communautaire et syndical estrien



Des groupes communautaires et syndicaux sont réunis pour écouter le budget 2024-2025 du gouvernement du Québec.

PHOTO : RADIO-CANADA / GUYLAINE CHARETTE

Radio-Canada
Publié hier à 17 h 24 HAE



Le milieu communautaire a exprimé une vive déception face au budget provincial.
PHOTO : RADIO-CANADA / RENÉ-CHARLES QUIRION